

# L'agriculture productiviste, état des lieux d'un processus contre-nature

Roxanne Mitralias\*

L'AGRICULTURE PRODUCTIVISTE s'est enracinée dans nos campagnes en prenant appui sur un mythe puissant : il faut nourrir l'humanité pour ne pas recréer les conditions d'une guerre généralisée. Cette contre-vérité faisait l'impasse aussi bien sur les raisons réelles qui génèrent les guerres que sur les objectifs véritables de ceux qui promouvaient la « modernisation agricole ». Sous-jacent, le but recherché de ce discours était de légitimer l'intégration de la production et de la consommation agro-alimentaires dans des schémas d'échanges commerciaux internationaux, qui avait comme objectif de générer encore plus de profit pour les acteurs privés et publics. C'est le modèle agro-alimentaire industriel qui a été choisi et promu par les décideurs (FAO<sup>1/</sup>, Communauté européenne, États-Unis) en concertation directe avec les multinationales.

La production issue du système agro-industriel présente trois caractéristiques essentielles : elle est uniformisée, non économe, préjudiciable pour le travail, la santé et l'environnement. Opter pour ce modèle de production, de transformation et de consommation, permet le contrôle de la chaîne agro-alimentaire par un petit nombre d'acteurs économiques mais aussi une très importante concentration du capital. Le choix de cette modernisation de l'agriculture génère donc le transit généralisé des « marchandises » agricoles, en imposant aux « exploitants agricoles » des dépenses massives en intrants, machines, travaux publics et énergies. De plus, l'idéologie qui sous-tend l'industrialisation de la production agricole est contre-nature : rendre les capacités des territoires équivalentes en se servant sans compter dans les ressources. Les conséquences sur le plan de l'environnement de ce productivisme agricole sont terribles et irréversibles : uniformisation du vivant et pollutions désastreuses.

Ce tableau détestable est mis en lumière dès les années 1990 grâce aux multiples crises environnementales et sanitaires qui voient le jour. La conférence de Rio, la convention sur la diversité biologique, le verdissement de la Politique agricole commune (PAC) sont autant de signes d'une prise en main, à la

marge, de ces questions par les institutions internationales. Un arsenal de fausses « bonnes solutions » est promu, qui ne change pas le cœur du système agricole actuel : produire toujours plus en gaspillant et en détrui-

\* Roxanne Mitralias est spécialisée en socio-histoire de l'agriculture. Elle s'est engagée aux côtés des paysans, soucieuse d'œuvrer pour la souveraineté alimentaire.

<sup>1/</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

## ÉCOLOGIE ET CAPITALISME

sant la nature ; produire toujours plus en diminuant, en détruisant et au final en asservissant les paysans afin de générer des profits énormes pour les quelques entrepreneurs agricoles ou industriels agroalimentaires.

La situation aujourd'hui est complexe : la critique de l'agriculture productiviste du point de vue écologiste et la prise en charge par le capitalisme vert de cette critique ont engendré une agriculture duale, partagée entre un schéma capitaliste et un schéma alternatif. Il n'empêche qu'à l'échelle mondiale la tendance est d'approfondir le processus d'intégration amorcé dans les années 1960.

Nous allons essayer de faire un état des lieux de l'impact de l'agriculture productiviste sur l'environnement. En développant trois aspects fondamentaux de ce système destructeur : le gaspillage des ressources (l'eau et l'énergie), la dangerosité (pour le climat, l'environnement, les travailleurs et les consommateurs), et enfin l'uniformisation qu'il induit (des territoires et de la biodiversité). Nous explorerons enfin les alternatives existantes à ce modèle (en termes de production, mais aussi de transformation, de distribution et de consommation) ainsi que les luttes qui posent la question d'un changement radical d'organisation de la production agro-alimentaire mondiale.

### Une agriculture qui gaspille

L'agriculture productiviste est basée sur une idée très claire : produire plus en employant le moins possible de main d'œuvre et remplacer celle-ci par la machine, le combustible, l'irrigation. Les travaux réalisés auparavant par les agriculteurs, à la hauteur de leur capacités et en respectant évidemment l'échelle de la ferme, sont remplacés lors de la modernisation agricole par des travaux d'ampleur d'aménagement du territoire. Dans la ferme, la généralisation des tracteurs a ouvert des possibilités importantes, en créant une nouvelle dépendance à l'énergie.

#### *L'eau*

Une caractéristique très importante du productivisme agricole est d'être très friand en eau. Dès les années 1960 les travaux d'irrigation et de drainage se multiplient en particulier dans les pays du Nord. Par exemple, en 1995 les surfaces irrigables représentaient 29 % de la surface agricole utile aux Pays-Bas ; en France, les surfaces irrigables ont été multipliées par 4,5 entre 1961 et 1996<sup>2/</sup>.

La consommation excessive d'eau engendre de manière directe des abaissements des nappes souterraines ou des réductions de débit dans les rivières. De manière indirecte, elle peut entraîner la disparition de zones humides (également liée à la mise en place de systèmes de drainage), un déficit d'oxygène

dans les rivières pouvant conduire à l'extinction de telle ou telle espèce végétale ou animale, la salinisation progressive des nappes souterraines

<sup>2/</sup> Pierre Strosser (DG XI), Maria Pau Vall, Eva Plötscher (Eurostat), « Eau et agriculture : contribution à l'analyse d'une relation décisive mais difficile », Commission européenne.

proches des zones côtières. Il faut aussi souligner qu'il existe des problèmes environnementaux importants associés à la construction de barrages et au détournement de cours d'eau pour l'irrigation. Évidemment, la quantité d'eau utilisée dépend d'un certain nombre de facteurs : le climat, le type de culture, les caractéristiques des sols, la qualité de l'eau, les itinéraires techniques, l'état des installations et la méthode d'irrigation. La relation entre eau et agriculture est vitale : depuis des millénaires, les êtres humains ont fait en sorte de préserver cette ressource centrale pour les cultures.

Ce n'est que depuis quelques décennies que son usage est devenu illimité. En effet, dans une économie globalisée et concurrentielle, les politiques et les responsables agricoles n'ont pas hésité à cultiver des espèces ou des variétés gourmandes en eau dans des régions arides, à délaissier des pratiques anciennes de captage de l'eau, à surconsommer jusqu'à l'épuisement. Derrière ce défilé d'absurdités se cache le choix de produire toujours plus et à n'importe quel prix, en tirant le maximum de profit pour ceux qui maîtrisent la filière.

Le modèle agricole de l'après-guerre a multiplié les interventions pour industrialiser la gestion de l'eau dans l'agriculture. La surconsommation d'eau dans ces régions, qui va de pair avec l'intensification de la production, s'accompagne de l'abandon des territoires en déprise. Mais le travail agricole ancien permettait de garder l'eau sur les terres difficiles (terrassment) et empêchait l'érosion.

Nous sommes donc confrontés à une irrationalité écologique et sociale profonde : sur-utilisation des ressources hydriques dans certaines régions, destruction des équilibres hydriques dans d'autres (drainages massifs) et délaissier des pratiques agricoles traditionnelles de captage sur les terres en manque d'eau. La concurrence entre les territoires, et au final entre les exploitations, empêche toute gestion globale des possibilités hydriques qui serait menée dans le but de nourrir les populations, de préserver les ressources et de permettre l'occupation agricole des territoires fragiles. À long terme, la production agricole est très fragile pendant les périodes de sécheresse ou pendant de fortes pluies.

### *L'énergie*

L'agriculture productiviste est basée économiquement sur la mécanisation du travail et la diminution de la main d'œuvre agricole. Celle-ci entraîne nécessairement l'utilisation massive de carburant. Pendant la période de modernisation de l'agriculture (dès les années 1960) le facteur « coût énergétique » est négligeable. En agriculture comme dans les autres secteurs productifs on produisait sans compter l'énergie nécessaire et sans se soucier des conséquences. En moyenne, on évalue dans les années 1990 l'importance

<sup>3/</sup> « Énergie dans les exploitations agricoles : état des lieux en Europe et éléments de réflexion pour la France », synthèse du rapport final réalisé pour le compte du MAP et de l'ADEME par SOLAGRO, 2007.

de l'agriculture dans la consommation d'énergie finale à 2,5 %. L'énergie représente 10 % des consommations intermédiaires de l'agriculture européenne<sup>3/</sup>.

## ÉCOLOGIE ET CAPITALISME

On peut distinguer consommations directes (sources extérieures d'approvisionnement : pétrole et gaz) et consommations indirectes (en particulier le coût énergétique des intrants : engrais minéraux ou tourteaux importés pour l'alimentation animale<sup>4/</sup>).

La consommation d'énergie de l'agriculture dépend de la surface agricole du pays et des productions : c'est une évidence, mais produire par exemple des fleurs dans un pays tropical est moins gourmand en énergie qu'en Europe du Nord. C'est aussi cela l'aberration productiviste : vouloir produire tout n'importe où, sans se soucier du gaspillage énergétique que cela engendre.

Le coût de l'énergie a fortement augmenté depuis la fin des années 1990 : c'est pourquoi la consommation énergétique des exploitations agricoles est devenue un vrai enjeu économique. Les exploitations innovantes, même intégrées dans un mode de production industrialisé, peuvent réaliser des économies d'énergie importantes, en misant notamment sur les nouvelles technologies des énergies renouvelables. Par ailleurs les exploitations extensives (cultures ou herbivores) ou ayant adopté des démarches mixtes (polyculture/élevage) sont moins consommatrices d'énergie. En somme, l'augmentation du coût du facteur énergie est le plus difficilement supportable pour les productions intégrées et les exploitations ayant une faible marge de manœuvre pour investir dans des nouvelles technologies.

Ce sont les exploitations moyennes intégrées qui doivent rester concurrentielles par rapport aux grandes qui ont le plus de mal à gérer le facteur énergétique. En revanche les petites fermes en vente directe par exemple s'en sortent plutôt mieux, car elles ont une capacité importante d'amélioration de leur schéma de production (recyclage, utilisation des énergies renouvelables, externalisation des coûts énergétiques vers les consommateurs), puisqu'elles contrôlent relativement bien la commercialisation.

La question de la taille de l'exploitation est importante : si des démarches économes en énergie sont positives quand elles concernent le fonctionnement d'une ferme dans sa globalité, elles le sont moins quand elles remplacent la production agricole. Les tentatives de remplacer la culture de la terre par du photovoltaïque sur de grandes surfaces ou d'utiliser de la biomasse produite à la place de l'alimentaire sont de dangereux leurres participant au capitalisme vert.

En effet, ce sont des schémas de production économes en énergie à l'échelle de petites exploitations qu'il faut explorer et non pas des solutions techniques au problème énergétique. Produire des biocarburants à la place des aliments n'est pas une solution, mettre des photovoltaïques dans les champs non plus : ces solutions conduisent à faire perdurer le productivisme en agriculture.

Enfin, la distance entre les bassins de production agricole et les bassins de consommation se traduit aussi par des consommations énergétiques,

du fait de l'obligation de recourir à des transports nationaux ou internationaux<sup>5/</sup>. En effet, l'agriculture productiviste, à l'inverse de l'agriculture

<sup>4/</sup> « Prospective Agriculture Energie 2030 : L'agriculture face aux défis énergétiques », Centre d'études et de prospective, 2010.

<sup>5/</sup> *Idem*.

traditionnelle (vivrière, familiale ou paysanne), est taillée sur mesure pour le marché international : les produits agricoles sont conçus pour voyager longuement. Ainsi, les bassins de production et les travailleurs sont en concurrence entre eux.

L'abandon de la spécificité agricole et la soumission de l'agriculture aux accords de libre échange ne sont profitables qu'aux grands groupes, et absolument pas à l'environnement, aux paysans ou aux consommateurs. Questionner la spécialisation des territoires est donc une tâche centrale pour atteindre la souveraineté alimentaire. En matière d'agriculture, le productivisme a donc généré une culture de gaspillage et d'excès ainsi qu'un abandon du savoir-faire paysan qui, lui, misait sur l'économie et l'autonomie de la ferme, du collectif ou des territoires. On a beaucoup produit, en gaspillant énormément, pour enrichir les intermédiaires et concentrer les exploitations.

### Une agriculture dangereuse

Même si la problématique du gaspillage devient de plus en plus importante, eu égard à l'augmentation des prix des carburants ou le manque criant d'eau, elle ne constitue pas la conséquence la plus grave du productivisme agricole. Tout en détruisant son environnement, ce type d'agriculture influe sur le dérèglement.

#### *Pour le climat : exportations, transports, gasillage*

Quand les politiques ou les institutions internationales évoquent la problématique du lien entre changement climatique et agriculture, c'est soit pour pointer du doigt l'élevage en tant que gros émetteur de gaz à effet de serre, soit pour se réjouir des capacités de l'agriculture innovante à proposer des solutions technologiques. Mais le tableau est plus triste : « *l'agro-industrie est l'une des principales sources d'émissions de gaz à effet de serre [...] Entre 44 et 57 % des émissions de gaz à effet de serre sont provoquées par le modèle actuel de production, de distribution et de consommation alimentaires* »<sup>6/</sup>. Le système agro-alimentaire basé sur le productivisme détruit les équilibres naturels des sols et diminue leur capacité à stocker et à capturer du carbone.

Comme nous l'avons vu, la consommation énergétique dans ce modèle est importante et génère des émissions de CO<sub>2</sub>. Par ailleurs les fertilisants engendrent eux des relâchements d'oxydes nitreux. Enfin, la destruction des zones forestières sur l'autel de la monoculture intensive contribue au même phénomène.

L'élevage productiviste est également fautif puisqu'il produit 9 % des émissions de CO<sub>2</sub>, 37 % des émissions de méthane et 65 % des émissions d'oxyde nitreux. Tout le monde pointe la consommation protéique excessive, mais très peu expliquent d'où elle vient.

Or l'imposition d'une agriculture productiviste s'est faite en même temps

<sup>6/</sup> Esther Vivas , « Une autre agriculture pour un autre climat », www.legrandsoir.info, 2009.

que l'invention d'un modèle de consommation alimentaire de type

## ÉCOLOGIE ET CAPITALISME

« grande distribution », déconnecté des capacités naturelles réelles, d'une qualité médiocre et engendrant d'énormes problèmes de santé publique. Si les populations occidentales sont tombées dans le piège, c'est parce qu'on leur a prescrit à coup de publicité de consommer des protéines à bas prix, dangereuses, produites par des travailleurs mal rémunérés, et dans des conditions insupportables pour eux et les animaux.

Les agro-industries étaient gagnantes, dégageant des marges insoupçonnées, les éleveurs soumis à des importations d'alimentation animale et les consommateurs intoxiqués et habitués à sur et mal consommer. Il faudrait donc se demander pourquoi le revenu des éleveurs est si bas, pourquoi on privilégie la quantité à la qualité, pourquoi nous sommes contraints de consommer d'une certaine manière, dans nos sociétés capitalistes, en ayant de moins en moins de temps pour faire les courses, cuisiner ou déguster ?

Pour faire face au changement climatique, les dirigeants, experts et responsables de la profession agricole adoptent des solutions techniques à la marge qui ont pour base l'idée d'un usage industrialisé des énergies renouvelables en agriculture. Par ailleurs les OGM sont présentés comme une des solutions mais, comme nous le verrons, ils représentent un danger encore plus important. D'autres proposent de vider les campagnes de leurs paysans et de créer à la place des forêts-puits-de-carbone. Il est bien plus facile d'imaginer des avatars technologiques que de relocaliser et diversifier la production agricole, de redéfinir les besoins alimentaires selon les impératifs environnementaux.

Pour aller plus loin, il existe aujourd'hui des études<sup>7/</sup> qui proposent des ruptures agronomiques dans les pratiques culturales (semis directs, par exemple, qui permettent des baisses de consommation de l'ordre de 50 % de fioul par hectare), la réorientation des productions agricoles au profit des cultures, ou la réforme des systèmes d'aides pour favoriser les fermes ayant un bon bilan énergétique.

Mais pour s'engager dans ces voies de manière globale il est nécessaire de sortir du productivisme agricole : pour véritablement agir sur le climat et inverser la tendance on doit produire différemment, mieux distribuer et aller dans le sens de la souveraineté alimentaire.

### *Pour l'environnement, les paysans et les consommateurs : les intrants*

Le productivisme agricole est incontestablement lié à l'usage massif d'intrants (pesticides ou engrais). Cette évolution a d'abord permis d'augmenter considérablement la production. Aujourd'hui, les conséquences environnementales et sanitaires observées et la stagnation des rendements ou l'apparition de résistances participent à une forte remise en cause des intrants. De manière

<sup>7/</sup> Plan Climat 2003, Groupe Agriculture – Forêt – Produits dérivés, « 12 propositions pour lutter contre le changement climatique dans le secteur de l'agriculture », Contribution de SOLAGRO.

concrète, le processus de la modernisation agricole consiste à remplacer l'homme par la machine et les intrants. La baisse extraordinaire du nombre d'exploitations et l'augmentation de

la taille de l'exploitation moyenne en sont la manifestation concrète. C'est le fait de remplacer le travail humain par des solutions techniques (dans le cadre d'un système qui cherche à produire toujours plus) qui a engendré le désastre environnemental auquel nous assistons aujourd'hui. Les conséquences de cet usage massif sont très préoccupantes : effets à long terme sur la santé des utilisateurs directs et des personnes proches exposées, effets sur l'environnement (pollution des eaux et des sols, destruction des insectes pollinisateurs et auxiliaires, diminution de la population d'oiseaux...), présence de résidus de pesticides dans l'alimentation humaine ou frein à l'émergence de pratiques agronomiques durables<sup>8/</sup>.

Avec la modernisation agricole, main dans la main, politiques, industriels et responsables agricoles ont imposé un système d'exploitation et de destruction étendue des sols et des eaux utilisés en agriculture. À l'inverse du bon sens paysan et agronomique, c'est le tout chimique qui s'est imposé, avec à la clef la qualité des produits et la santé des travailleurs et des consommateurs compromises.

L'usage des pesticides est passé du curatif au préventif et l'enrichissement des sols de manière non naturelle est devenu monnaie courante. Aujourd'hui, 200 000 à 300 000 tonnes de pesticides sont vendues annuellement, pour un chiffre d'affaires de 2 milliards d'euros. Un système bien ficelé s'est mis en place pour servir les intérêts des industriels : conseil agricole complaisant, procédures d'homologation insuffisantes, recherche orientée... Par exemple, les effets sublétaux ou cumulatifs ou encore les synergies entre les différents pesticides ne sont pas pris en compte. La situation des eaux est aussi significative : en France 91 % des eaux de surface et 57 % des eaux souterraines sont contaminées au moins une fois par an par des pesticides et 26 % des sites de suivi présentent des concentrations ne permettant pas de boire l'eau. Quant à l'air, les données sont insuffisantes mais on sait que l'on retrouve du pesticide utilisé dans la viticulture dans l'air de Bordeaux.

L'impact toxique des pesticides est particulièrement parlant dans le cas des abeilles – ce qui nous renseigne aussi sur la santé humaine – les petites doses ou les expositions mixtes sont dommageables comme les grosses doses peuvent causer des mortalités importantes. En ce qui concerne l'usage d'engrais et leur impact sur les eaux, il faut savoir que l'azote dans l'eau sous forme de nitrates est un polluant car il favorise l'eutrophisation et peut affecter la santé humaine. Cette substance est très soluble et migre facilement vers les nappes<sup>9/</sup>.

Dans les années 1990 plus de 65 % des rivières dans l'Union européenne présentaient des concentrations annuelles moyennes en nitrates supérieures à 1 mg/litre. C'est dans l'Europe de l'Ouest, que l'on trouve les plus fortes concentrations, et l'élevage intensif en est à l'origine. Dans le Nord et le

Centre de la France, en 1986, les doses d'azote à l'hectare atteignaient 191 unités d'azote ; dans les mêmes régions les traitements par fongicides

<sup>8/</sup> « Réduction de l'emploi des pesticides », colloque organisé par la Confédération paysanne, 23 et 24 novembre 2010.

<sup>9/</sup> Cf. note 2.

## ÉCOLOGIE ET CAPITALISME

ou régulateurs de croissance étaient les plus nombreux (84 % des surfaces en blé sont traitées)<sup>10/</sup>. Ces chiffres vertigineux montrent que c'est l'intensification de la production qui oblige à l'usage massif de ces produits.

Enfin, après les prises de conscience écologiques des années 1990, en 2000 la bonne gestion des intrants est devenue une préoccupation majeure (diverses réglementations, Grenelle de l'environnement, verdissement de la PAC, maladies professionnelles et mobilisations des consommateurs). Le bilan est ambivalent : stabilisation de l'usage de l'azote et baisse de certains engrais ou interdiction de certains pesticides dangereux, mais en parallèle une tendance à l'intensification des cultures qui perdure et pousse à l'emploi d'engrais ou de pesticides du fait de l'agrandissement et de la simplification des itinéraires techniques.

Pour pallier les effets d'une agriculture dangereuse et qui gaspille, il faut explorer d'autres modes de production permettant de redonner du sens au métier de paysan et, dans le même temps, de travailler avec la nature et non pas contre elle. Mais il faut aussi aller vers une politique progressiste qui interdirait progressivement l'utilisation de produits dangereux dans l'agriculture.

### Une agriculture qui uniformise

Produire plus signifie, et nous l'oublions trop souvent, uniformiser dans le but de s'approprier et de vendre. En effet, intégrée dans un système agro-industriel l'agriculture modernisée doit créer des produits identiques, faits sur mesure pour des vies identiques. Pour les besoins de l'agro-industrie on sélectionne des races et des variétés hautement productives et adaptées aux processus. Les territoires, les pratiques paysannes et le métier d'agriculteur suivent la même voie. L'uniformisation de la nature est en cours.

#### *Les territoires*

Les territoires sont directement liés à l'agriculture : supports mais aussi produits d'une certaine agriculture, ils ont fortement évolué au cours du processus de modernisation agricole.

En 1960, en France, les paysages, les fermes et les territoires étaient caractérisés par le système de polyculture/élevage. 63 % du territoire français étaient agricoles : près de la moitié était consacrée aux terres labourables et un tiers des surfaces était en herbe. Par ailleurs, un cheptel diversifié était réparti sur tout le territoire.

Les équilibres entre les espaces non cultivés et la gestion des cultures pérennes et annuelles étaient assurés. On trouvait déjà une certaine spécialisation des territoires : céréales en plaine, élevage en montagne par exemple... Dans cette France très rurale, les petites exploitations familiales

dominaient. L'association complémentaire de l'élevage et des surfaces cultivées permettait des déclinaisons

<sup>10/</sup> Xavier Poux (coord.), « Agriculture, environnement et territoires : quatre scénarios à l'horizon 2025 », *La Documentation française*.

régionales et locales très diverses, reposant sur une maîtrise globale de la fertilité ainsi que des nutriments ou des adventices. Les animaux permettaient des transferts entre les espaces non cultivés (par exemple agroforesterie) et la ferme.

Assez rapidement, pour enclencher réellement la modernisation agricole, des institutions se créèrent pour gérer le remembrement et l'aménagement foncier. Du point de vue industriel, la structuration de l'aval se poursuit avec la possibilité de se positionner sur un marché de masse : conservation, transport, stockage, prophylaxie, mise en commun dans les coopératives. Dans la ferme on assiste à une spécialisation et une adoption des itinéraires techniques les plus efficaces. On retrouve ce processus également au niveau régional ou national : spécialisation de la production en fonction des avantages comparatifs, segmentation du marché par l'intégration dans l'espace de concurrence européen.

Les productions animales changent radicalement en connaissant un développement extraordinaire propulsé par une production céréalière conséquente et une industrialisation des processus. Ce bouleversement permet dans les faits les modifications des comportements alimentaires en matière de protéines tels que nous les connaissons.

Les conséquences territoriales de la mise en place de la modernisation agricole se situent à plusieurs niveaux : globalement, l'agrandissement coïncide avec un important exode rural. De manière plus spécifique, on assiste à une différenciation entre des zones agricoles marginalisées et des zones plus dynamiques. Au niveau européen, la déprise va de pair avec la surproduction. L'uniformisation des territoires et des exploitations autour d'un ou deux modes de production va entraîner une régression des surfaces en prairies, haies, des mares et des éléments épars. Parallèlement les surfaces drainées seront multipliées. La gestion des milieux se fait de plus en plus en utilisant des machines : le savoir-faire traditionnel recule.



La déprise (dans le Sud, abandon de la culture en terrasses ou des zones de pâturage) ou le boisement par des résineux de certaines zones conduisent à la fermeture des espaces difficiles (qui présentent souvent un intérêt naturaliste). Le bilan est de ce point de vue désolant : la polarisation des espaces et des populations à travers le processus de spécialisation conduit à un abandon de la souveraineté alimentaire des territoires.

### *La biodiversité*

Le système de polyculture-élevage avait comme conséquence de maintenir une grande diversité de races animales, de variétés cultivées ou de paysages. En effet la présence de différents milieux (mares, forêts diversifiées, milieux steppiques ou typiques de plaines alluviales) est très favorable aux espèces auxiliaires. En termes de pratiques, la fauche tardive, la production sur place des aliments de bétail, la petite taille des parcelles ou la gestion des haies garantissent la diversité des habitats et des niches écologiques. Globalement la situation est aussi favorable aux espèces sauvages.

## ÉCOLOGIE ET CAPITALISME

L'abandon de l'équilibre qui existait dans le système précédent engendre une perte de biodiversité. Par exemple, l'utilisation massive du maïs-ensilage dans l'alimentation animale a entraîné la disparition progressive des cultures fourragères. Les céréales secondaires, comme le sarrasin ou le méteil, ont été supplantées par le blé tendre ou le maïs ; les plantes aromatiques, médicinales ou à parfum, ont été elles aussi abandonnées.

Il est tout à fait aisé de comprendre ici comment le modèle agro-alimentaire choisi influe sur le nombre d'espèces et de variétés utilisées en agriculture, mais aussi sur la préservation des savoir-faire liés à ces cultures. De la même manière, la simplification des techniques de production ainsi que la recherche de productivité ont conduit à homogénéiser les troupeaux, et donc à la perte ou l'absorption de races utilisées dans l'élevage. L'intérêt de la préservation des races n'est pas simplement naturaliste. La diversité des caractères permet l'adaptation à des milieux et des situations variées, elle est donc d'une importance majeure pour l'élevage.

Au niveau des sols, le bilan est aussi catastrophique. Les changements dans le travail de la terre (superficiel et mécanisé), l'utilisation massive des produits phytosanitaires, ainsi que la réduction des haies et la destruction des talus (dues aux remembrements) entraînent la diminution de vers de terre, d'insectes, d'adventices, d'oiseaux, de petits mammifères, mais aussi d'espèces sauvages. La monoculture d'herbe contribue également dans les zones de pâturage à une diminution de la diversité floristique et à la réduction des habitats.

Pour conclure, au-delà de la bipolarisation déprise/intensification, l'agriculture productiviste conduit à une spécialisation régionale qui accroît la banalisation des paysages. De plus en plus nous assistons à un recul de la biodiversité banale qui conduit à un besoin de préservation de la biodiversité remarquable (les zones de protection).

La biodiversité est devenue aujourd'hui un souci majeur. Mais les politiques agricoles ou environnementales répondent de deux manières à cette sollicitation : d'une part en séparant espace productif et espace remarquable, et d'autre part en monnayant les dégâts sur la biodiversité. Nous pouvons comprendre à quel point ces politiques sont absurdes et très peu audacieuses. Pour protéger la biodiversité il est nécessaire de pratiquer et permettre une agriculture non productiviste. Pour cela il faut réorienter de manière conséquente les systèmes d'aides, redonner aux agriculteurs tous les droits et en particulier en matière de semences<sup>11</sup>, mais aussi interdire les innovations technologiques dangereuses comme les OGM. N'oublions pas que ces plantes manipulées constituent le stade ultime de cette agriculture qui uniformise. On ne se contente plus de guider la reproduction pour faire exprimer des caractères intéressants. Avec les OGM, on intervient directement sur le patrimoine génétique de la plante

pour créer des clones brevetés produisant des pesticides dans des champs en monoculture. Les risques de contamination des variétés non

<sup>11</sup>/ Sophie Chapelle, « L'industrie génétique remet en cause la possibilité pour nos enfants de se nourrir », entretien avec Guy Kastler, 2009.

manipulées sont considérables, c'est pourquoi dans ce système on garde précieusement des exemplaires des variétés sauvages dans des frigos<sup>12/</sup>.

### Des alternatives ?

Tout d'abord il faut souligner qu'il existe encore des régions du monde où l'agriculture productiviste n'a pas été adoptée. Malheureusement, ces territoires sont de plus en plus agressés par les politiques agricoles capitalistes. En entrant dans l'OMC, les États sont dans l'obligation de libéraliser leur agriculture, avec toutes les conséquences désastreuses que l'on connaît.

L'étau se resserre dans un monde où les denrées alimentaires doivent être de plus en plus concurrentielles. Depuis des décennies, l'objectif de ces politiques est d'intégrer un maximum de territoires dans le marché agricole mondial.

On comprend ainsi facilement pourquoi les multinationales, avec la complicité des gouvernements, adoptent des stratégies offensives (accaparements des terres, contamination par OGM, usage recommandé de pesticides, interdiction de l'échange des semences...) afin de forcer les paysans et les paysannes à abandonner les modes de production traditionnels qui les faisaient vivre jusqu'à présent.

Mais ces territoires existent encore, en particulier dans les zones pas trop productives, épargnées par le marché. De manière timide des recherches institutionnelles ou participatives sont menées pour mieux connaître et préserver ces pratiques paysannes précieuses : culture sur brûlis, agroforesterie, variétés de riz qui consomment peu d'eau, gestion combinée de la pêche et de l'agriculture vivrière... Bref, tout ce qui fait que le travail du paysan et de la paysanne était avant tout une histoire d'adaptation à l'agro-écosystème local, un travail donc avec la nature et non contre elle.

#### *Production*

En même temps que l'on a assisté à l'avènement du productivisme dans les pays intégrés dans le marché mondial, des alternatives ont essayé de faire leurs preuves et ont gagné du terrain. Bien avant la critique écologique officielle, des paysans et des consommateurs ont expérimenté des pratiques différentes en essayant de préserver leur savoir-faire. Contraintes d'exister dans une économie de marché dominée par l'agriculture productiviste, ces pratiques alternatives ont adopté des cahiers de charges, des chartes, des labels, des bibliographies et même des philosophies...

En termes de système de production il existe plusieurs écoles, la plus connue étant l'agriculture biologique. A la base de celle-ci il y a le mouvement anthropique, qui veut refonder le rapport holistique que l'homme doit entretenir avec la nature. L'agriculture biologique s'est développée dans les années

<sup>12/</sup> Sophie Dufau, « Spitzberg, l'île de toutes les semences du monde », *Mediapart*, 2011.

1970 en réaction au productivisme. Les paysans et les consommateurs qui l'ont animée, d'abord au sein de Nature et

## ÉCOLOGIE ET CAPITALISME

Progrès, et aussi par la suite dans la Fédération nationale des agriculteurs biologiques, ont essayé de retrouver et de développer des pratiques en respectant et en profitant des capacités des ressources naturelles et des cycles biologiques (rotations des cultures, lutte biologique), interdisant les intrants chimiques, rétablissant le lien au sol, et une alimentation produite à la ferme pour les animaux.

Allant dans le sens de l'économie, de l'autonomie, du développement des pratiques agronomiques respectueuses de l'agro-écosystème et promouvant les échanges de fertilité au sein d'une ferme diversifiée, l'agriculture biologique propose à ses débuts un véritable projet de société.

On retrouve l'idée de transformer l'agriculture en transformant la société dans Nature et Progrès qui est une marque privée, avec un cahier de charges plus strict que celui imposé aujourd'hui par l'Union européenne. En effet, si les débuts ont été très radicaux, depuis quelques années la tendance est à un relâchement des exigences en termes de mode de production de l'agriculture biologique. Il faut produire plus, pour un marché de niche en expansion : les capitalistes n'ont jamais eu de scrupule pour assouplir les règles si cela permet de faire des affaires.

Face à ce processus, d'autres mouvements portent le flambeau, comme l'agriculture biodynamique (plus exigeante que l'agriculture biologique institutionnelle, s'attachant au concept d'« organisme agricole » et qui travaille dans le respect des rythmes lunaires ou planétaires) ou la permaculture (où on travaille sur les équilibres entre les différents éléments d'une ferme en recherchant la soutenabilité énergétique du système : non labour, agroforesterie, multiplication des interfaces, utilisation des animaux contre les adventices...).

Ces systèmes de production s'accompagnent d'une autre approche du traitement des maladies des plantes et des animaux : moins de médicaments, de vaccins et de traitements chimiques, en privilégiant des variétés et des races rustiques et résistantes et une prophylaxie globale liée entre autres à l'alimentation ou aux apports naturels.

### *Distribution, transformation et consommation*

La production agricole ne peut pas être dissociée du mode de distribution, transformation et consommation. Depuis quelque temps des alternatives à la chaîne agro-alimentaire voient le jour : Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP), paniers paysans, coopératives alimentaires, marchés de producteurs... Consommer en dehors des supermarchés est crucial pour pouvoir consommer de bons produits, élaborés dans des bonnes conditions. En effet, l'industrie agro-alimentaire engendre et sélectionne la production agricole qui lui convient (conditionnement, stockage, traitements, attrait visuel...).

Ce n'est que dans d'autres circuits, de proximité et de petite échelle, qu'il est possible de profiter de produits issus d'une agriculture de qualité. Les paysans qui s'engagent dans ce type de schémas sont plus indépendants et peuvent espérer obtenir un revenu plus intéressant qu'en filière longue. Ces avantages restent cependant subordonnés au contexte plus global. Ces

initiatives participent à recréer du lien social, des interfaces entre villes et campagnes, questionnent les habitudes alimentaires, invitent à diminuer le temps de travail, de déplacement, afin de pouvoir mieux vivre en s'alimentant bien. Elles sont donc au cœur du projet écosocialiste qu'il faut construire.

### **Des luttes : agriculture paysanne, souveraineté alimentaire**

Mais bien évidemment il ne suffit pas de multiplier les expériences de vente directe pour réorienter massivement l'agriculture. Ces expériences sont, dans le cadre capitaliste, vouées à rester en périphérie ou à être dénaturées. C'est pourquoi des organisations comme Via Campesina, qui regroupe des syndicats et des associations de paysans et de paysannes de par le monde, luttent pour la transformation de la société. À Via Campesina, on expérimente l'agriculture paysanne tout en pensant qu'un changement global est nécessaire afin de permettre aux paysans d'adopter des modes de production respectueux de l'environnement et leur donnant la possibilité de vivre dignement. C'est pourquoi l'agriculture paysanne est une tentative de tendre vers une production maîtrisée et redistribuée, de qualité, économe, autonome, respectueuse du milieu naturel, participant au développement du milieu rural, générant des emplois et des solidarités.

Mais, dans le système actuel, il n'est pas possible de rendre ce modèle dominant : il faut réorienter les politiques agricoles en redistribuant/plafonnant les aides, sortir l'agriculture des accords de libre échange, interdire les pratiques dangereuses pour l'environnement et la santé... Autant de chantiers qu'il faut mener en remettant en cause le pouvoir de l'agro-industrie et des gouvernements qui la soutiennent. Il faut donc, à la manière de Via Campesina et des forums sociaux, réclamer le droit à la souveraineté alimentaire. Ce droit de décider des politiques agricoles, que nous voulons mettre en place dans une démarche globale, est un droit fondamental. Les luttes qui se construisent autour de cette idée sont centrales, car elles unifient les peuples du Sud et du Nord, les salariés et les paysans, les ruraux et les urbains autour d'un objectif simple : produire, manger et vivre dignement, selon ses besoins et en respectant les potentialités de l'environnement. Lutter pour la souveraineté alimentaire<sup>13/</sup>, c'est se ressaisir de ce qu'on nous a volé : nos terres, notre pain et au final notre vie.

Il ne s'agit pas ici de faire le procès de l'agriculture en général, ou des mauvais agriculteurs. Trop longtemps le bouc émissaire fut l'agriculteur breton, qui en pauvre bougre cultivait tellement mal qu'il finissait par produire des algues vertes. Trop souvent on a opposé les défenseurs de l'environnement aux agriculteurs. Or, la ligne de démarcation traverse aussi bien les écologistes que les agriculteurs : défendre des aménagements du productivisme, aussi bien pour faire du développement durable que pour faire de l'agriculture raisonnée, cela revient au même. C'est oublier que c'est bien d'un choix politique dont on parle : il a été fait à un

<sup>13/</sup> Esther Vivas, « La souveraineté alimentaire, un objectif politique », [www.legrandsoir.info](http://www.legrandsoir.info), 2009.

## ÉCOLOGIE ET CAPITALISME

moment donné et il a comme conséquence des désastres environnementaux et sociaux.

Les promoteurs de ce système productiviste ont pris en otage la majorité des paysans au Nord comme au Sud : investissement, agrandissement, maladies professionnelles, illégalité, bidonvilles, famines... Pour asseoir ce système il a fallu liquider les populations paysannes dans le Nord. Actuellement, on fait de même dans le Sud à coups de pesticides, d'accaparements des terres, en rendant les pratiques paysannes illégales... Enfin, rappelons-nous qu'il n'y a pas d'exploitation de la nature sans exploitation des hommes et des femmes. Et qu'il n'y aura pas de projet écosocialiste viable sans que la parole et les luttes des paysans et des paysannes soient remises au centre du débat démocratique.

